

<https://www.elcorreo.eu.org/Dedollarisation-le-cas-argentin>

Dédollarisation : le cas argentin

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2023

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Mesures pour devenir indépendant de la devise US et éviter une dévaluation. Il faut mettre en place une monnaie non convertible à usage interne, comme support du système productif.

J'ai choisi cette note - publiée le 20 novembre 2022 - car il s'agit d'une proposition concrète pour séparer le système monétaire du taux de change, étant donné que les grandes entreprises qui ont d'importants marchés de consommation internes captifs ne fixent pas le prix en fonction du coût national, mais plutôt sur le prix international et la valeur des monnaies qu'ils fixent, et non sur le prix officiel.* * *

La Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) a lancé ce mois-ci dans notre pays un système de *compensation* bancaire pour les opérations de correspondance en monnaie asiatique avec les institutions financières locales, qui permet d'effectuer directement les exportations et les importations de pesos en yuans et vice versa. Jusqu'à présent, sur le *swap* chinois (pass), qui équivalait à 18 000 millions de dollars, 473 millions de dollars étaient autorisés à être utilisés tous les 90 jours. Suite au nouvel accord signé le 15 novembre, le *swap* l'équivalent de 5 000 millions de dollars supplémentaires est augmenté, ce qui est en même temps (le montant en yuan équivalent à 5 000 millions de dollars) le quota des opérations commerciales jusqu'en juillet 2023 et qui est renouvelable (augmente l'opération à 625 millions de dollars par mois).

Depuis des années et de plus en plus, le commerce international enregistré avec la Chine est déficitaire. Au cours des neuf premiers mois de cette année, les exportations ont été réalisées pour 5 212 millions de dollars et importées pour 13 353 millions de cette monnaie, ce qui a entraîné un déficit commercial de 8 141 millions de dollars. La Chine est notre deuxième client (après le Brésil), mais c'est le premier qui nous vend (avec plus de 20% du total des achats effectués par l'Argentine).

L'Argentine achète des machines et du matériel, des motocyclettes et des cyclomoteurs, des téléphones (y compris des téléphones portables), des ordinateurs et des pièces d'ordinateurs, des téléviseurs et des pièces de télévision, etc. à la Chine. Et elle vend essentiellement du fourrage (graines de soja et de maïs) et, dans une bien moindre mesure, de l'huile de soja, des biocarburants, du tabac, du cuir et d'autres produits primaires (fer, lithium, etc.). Évidemment, ils nous vendent plus de valeur ajoutée (travail incorporé) que les biens qu'ils achètent à l'Argentine. Cela se produit dans la plupart de nos échanges internationaux, mais avec la Chine, cela est exacerbé.

Cependant, l'expansion de la forme de paiement en yuan et en pesos n'est pas une mince affaire, étant donné que comme pour toutes les opérations de commerce international dans notre pays, nous devons acheter des dollars pour acquérir des biens et des services [1]. Et vice versa, si, par exemple, le Chili, la Bolivie ou une autre nation veut acheter des produits argentins, ils doivent d'abord acheter des dollars pour le faire.

Dans une grande partie du commerce international, le dollar est remplacé par des accords tels que ceux signés entre l'Inde et la Chine, la Chine et le Japon, et la Chine et la Russie, où les devises de chaque pays sont de plus en plus utilisées.

Cela joue évidemment contre les États-Unis, qui bénéficient d'une forte demande mondiale pour leur monnaie. C'est ainsi qu'elle finance son déficit budgétaire, qui en 2021 était de 16,7% de son PIB, principalement avec une question monétaire. En revanche, le FMI limite sévèrement notre déficit budgétaire à 1% du PIB en 2022 et 0,6% du PIB en 2023 [2]. Parce que ? Parce qu'il dit que c'est inflationniste.

Le cas argentin

Il est essentiel que l'Argentine encourage les accords avec d'autres partenaires commerciaux dans leurs monnaies respectives. À son tour, indirectement, cela donne au peso une plus grande valeur pour son utilisation (et une plus grande demande de pesos).

Le problème en Argentine, c'est l'inflation, car la parité réelle ou imaginaire, aiguillonnée par les grands opérateurs économiques qui « *dollarisent* » en permanence leurs prix et leurs profits, dévalorise le rôle de notre monnaie. Cette dévaluation est plus importante dans les moments de crise et ces crises sont déclenchées par la perte des réserves internationales de la BCRA.

L'hyperinflation de 1989-1990 a été générée lorsque José Luis Machinea, alors président de la Banque centrale de la République argentine (BCRA), a déclaré le 6 février 1989 que l'autorité monétaire n'avait plus de réserves librement disponibles. Ce jour-là, le cours officiel du dollar était de 17,82 australes. Lorsque, par anticipation, Carlos Menem prend ses fonctions le 8 juillet de cette année-là, il se fixe à 650 australes. La course aux devises s'est arrêtée le 1er avril 1991 avec la convertibilité de 10 000 australes en un dollar. Dans ce processus, des privatisations ont eu lieu, ce qui impliquait suffisamment de revenus en devises pour que le pays stabilise la situation, mais au prix d'une sous-vente de YPF, Agua y Energía, SEGBA, Hidronor, Gas del Estado, Ferrocarriles Argentinos, la Caisse nationale d'épargne et d'assurance Fonds, etc...

Nous ne sommes pas exempts de répéter le même mécanisme et d'entrer dans un processus hyperinflationniste, alimenté par les différents taux de change et ceux qui les promeuvent. Sous l'administration d'Alberto Fernández, il y a eu un excédent commercial accumulé de 31 000 millions de dollars, cependant, les réserves internationales ont diminué de 7 183 millions de dollars (de 45 190 millions de dollars en décembre 2019 à 38 007 millions de dollars le 14 novembre 2022). La cause s'explique en grande partie par l'utilisation des réserves de la BCRA pour payer la dette extérieure privée.

Cette situation ne dépend pas de la volonté du gouvernement national, elle dépend :

- Dette extérieure : 384,804 millions de dollars en octobre 2022 ;
- Dette du Trésor en pesos , la plupart en Dual Bonds (qui sont ajustés en fonction de l'inflation ou de la dévaluation au choix du détenteur du titre) : l'équivalent de quelque 26 000 millions de dollars (6,25 % du PIB) ;
- Déficit quasi-fiscal (réserves obligatoires rémunérées) ou de la BCRA, pour 8 900 milliards de dollars (au taux de change officiel, ce qui équivaut à quelque 52 000 millions de dollars) ;
- Déficit budgétaire , selon la loi de finances pour 2023 de 2,3 % du PIB (environ 9 500 millions de dollars).

De manière coordonnée, un ensemble de mesures doivent être prises pour empêcher ce processus.

Les principaux sont :

- Enquêter sur la dette publique extérieure en cours de paiement , montée en flèche dans l'administration de *Cambios* , et sanctionner pour évasion fiscale ceux qui ont acheté des devises étrangères sans en avoir tenu compte dans leurs bilans et/ou dans leurs déclarations sous serment devant l'AFIP (Federal Income Administration). publiques) [3].
- Déclarer l'urgence d'échange sur la base du décret 2581/64 de la présidence d'Arturo Umberto Illia, remplacé

par Eduardo Duhalde et poursuivi par Néstor Kirchner. Déclarer tous les biens soumis à embargo, tant sur le territoire national qu'à l'étranger, qui n'ont pas été déclarés et payés l'impôt correspondant.

- Fixer et contrôler le respect des : quotas d'exportation alimentaire et retenues sectorielles sur les exportations agricoles en fonction de la capacité et de l'extension des zones productives.

Qu'une grande partie des passifs financiers de la BCRA (Pasivos Pasivos, Leliqs, Notaliqs) soient transformés en réserves obligatoires ou minimums de trésorerie impayés et servent à financer la production et les travaux.

Récupérer le fleuve Paraná , mal nommé « *Hidrovia* », en cessant les concessions et que la vérification des exportations et des importations soit faite par l'État national.

Enfin, pour devenir indépendant du dollar, il faut mettre en place une monnaie non convertible à usage interne, comme support du système productif et pour fournir de l'emploi aux travailleurs. C'est une proposition pour éviter à tout prix la dévaluation qui, sous prétexte d'améliorer nos exportations, profite à quelques-uns et nuit à l'ensemble de la société.

C'est un billet de banque qui, à la différence des « *obligations* » nationales ou provinciales, aurait cours légal d'acceptation obligatoire, tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Avec lui, ni pesos ni devises étrangères ou autres valeurs convertibles (bijoux, or, etc.) ne pouvaient être achetés, ni titres publics, actions, chèques ou tout autre instrument bancaire soumis à intérêt. Vous ne pouviez acheter et vendre que sur le marché intérieur et payer des impôts.

Au fur et à mesure que l'État les recevait, il les rachetait en les remplaçant par des pesos. Le reste serait racheté après cinq ans. A cette époque, la monnaie non convertible jouerait son rôle de lien entre les agents économiques, mettant en marche le circuit productif de la production, de la distribution (rémunération des facteurs de production : travail, capital et ressources naturelles), du commerce et de la consommation.

Une fois le cercle vertueux du travail et de la consommation enclenché, les plans sociaux et autres subventions à qui l'on reproche le déficit budgétaire permanent de l'Etat et l'ignoble Risque Pays seraient progressivement remplacés. Les seuls qui ne bénéficieraient pas de ces mesures seraient les banques et autres créanciers et leur cohorte de porte-parole professionnels, qui prospèrent sur des refinancements sans fin.

La tâche est d'une grande ampleur, non exempte de risques et de conflits, mais si des mesures perturbatrices ne sont pas prises, les événements et le rapport de forces conduiront tôt ou tard à un effet hyperinflationniste. Ceux qui en tireront profit seront les grands bénéficiaires du modèle imposé par le sang et le feu en 1976, qui cumulent aujourd'hui plus de dix millions de voix. Ce n'est qu'avec un plan, des décisions claires et la participation du peuple qu'une nouvelle et glorieuse Nation pourra être reconstruite, comme l'a dit Néstor Carlos Kirchner dans son discours du 25 mai 2003, lors de son accession à la présidence de la République.

Horacio Rovelli* pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#) . Buenos Aires, 1er janvier 2023.

***Horacio Rovelli** est diplômé en économie de l'Université de Buenos Aires. Professeur responsable du sujet Politique économique à la Faculté des sciences sociales (UBA) et Institutions monétaires et intégration financière régionale à la Faculté des sciences économiques (UBA). Membre de la Commission économique de la Fondation État, travail et production (FETyP). Membre de la revue Realidad Económica. Il a été Directeur National de la

Programmation Macroéconomique au Ministère de l'Economie et des Finances de la Nation. Auteur de nombreux ouvrages publiés sur des questions économiques et financières.

Traduction pour et par : El Correo

El Correo de la Diaspora. París, le 24 janvier 2023

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org

[1] Moins avec le Brésil. Dans un pourcentage qui ne dépasse pas 6%, la relation commerciale avec le pays voisin se fait dans nos devises respectives, mais le Brésil a un excédent et a plus d'entreprises en Argentine que l'inverse, donc, il paie avec l'excédent commercial en pesos ses impôts et leurs travailleurs dans notre pays.

[2] Les résidents argentins et les non-résidents américains financent une grande partie du déficit américain avec leur « épargne » en dollars.

[3] Projet du sénateur Oscar Parrilli, qui a été approuvé par la Chambre haute et avec l'avis de la majorité (essentiellement du *Frente de Todos*) et de la minorité (essentiellement d'Ensemble pour le changement) dans la législation générale et le budget commissions et Trésorerie de la Chambre des Députés de la Nation.